

France y tenait un rang honorable.

En 2005, le potentiel de marge brute des productions³ est de l'ordre de 23 000 par actif présent en entreprise professionnelle privée francilienne. En régions Centre, Picardie, Pays de la Loire, PACA, ce ratio est de l'ordre de 35 000 par actif. En Bretagne, il dépasse 90 000 par actif⁴. La faiblesse du ratio francilien exprime l'insuffisance de la capacité de production par rapport à la main d'œuvre présente sur l'exploitation.

En Pays de la Loire, le potentiel de marge brute des exploitations (exprimé en MBS) a plus que doublé, contre une hausse d'au mieux 50% en Centre et Ile-de-France. Cette évolution de la MBS en Pays de la Loire atteste d'un glissement vers des productions plus sophistiquées, à plus forte valeur unitaire. Les petites unités de production et les exploitations insuffisamment spécialisées (moins de 2/3 de la main d'œuvre occupée en horticulture ornementale) ont subi l'essentiel de la restructuration⁵, alors que le volume global de production régional augmentait (exemple : +86% de plantes en pots de 1989 à 2001).

Au total, les exploitations ligériennes d'horticulture ornementale spécialisées ont renforcé leur outil de production et ont mieux résisté que l'ensemble de l'agriculture en Pays-de-la-Loire. C'est l'inverse en Ile-de-France.

En PACA, au prix d'une très forte baisse du nombre d'exploitations professionnelles, la surface moyenne par exploitation a doublé, tandis que la spécialisation en floriculture s'est accrue : la surface en fleur par exploitation a plus que doublé. L'effectif employé par entre-

prise a augmenté modérément (+11%). Au total, la restructuration a permis d'améliorer sensiblement la marge brute potentielle par actif en PACA. Il est vraisemblable que la localisation en pôles horticoles vastes et denses, dépassant 150 hectares et des dizaines d'entreprises sur certaines communes, a permis de limiter la perte de surface globale en fleurs (-20% de 1989 à 2001).

En Bretagne, l'évolution des surfaces par exploitation professionnelle est plus modérée. Mais la surface était déjà relativement grande en 1988. La réduction du nombre d'actifs a été drastique, alors que la surface de fleurs faisait plus que doubler, avec une forte augmentation des surfaces sous serre. Cette vigoureuse intensification du travail a permis de tripler le potentiel de marge brute par actif en 17 ans.

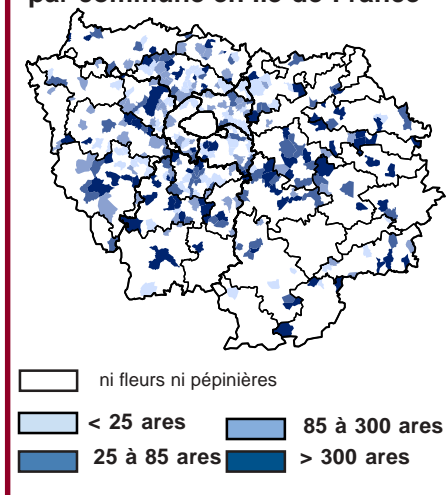
L'engagement vers l'aval

Par comparaison avec la situation des floriculteurs du Centre ou de Bretagne qui ont depuis vingt ans fortement accru leur productivité, le sur effectif apparent dans les exploitations d'Ile-de-France est peut-être en 2005 de l'ordre de 1,5 à 2 UTA en moyenne par exploitation professionnelle privée de floriculture spécialisée (Otex 29). Soit près du tiers des actifs de ces entreprises.

Les producteurs d'Ile-de-France n'ont donc ni accru suffisamment les volumes produits par actif ni assez gagné en valeur unitaire au niveau de la production.

Producteurs dispersés et surfaces réduites

Surfaces de fleurs et pépinières par commune en Ile-de-France



Source : Agreste Ile-de-France - RHOP 2001

En première analyse, l'hécatombe régionale paraît sanctionner l'immobilisme de l'outil de production.

Toutefois, à dire d'experts, il est très vraisemblable que les floriculteurs franciliens ont accompli parallèlement un effort considérable pour développer l'activité commerciale, en complément ou parfois au détriment des activités de production. L'accroissement supposé des forces de vente pourrait expliquer une partie tout au moins du sur effectif apparent des entreprises franciliennes, et donc le faible ratio de marge brute par actif. Une telle organisation génère de forts chiffres d'affaires, qui ne sont pas pour autant l'assurance d'une bonne rentabilité. ■

Numéro 89 - Juin 2007

Les fleurs parisiennes de moins en moins franciliennes

Entre 1988 et 2005, l'Ile-de-France a perdu beaucoup d'exploitations de floriculture. Le nombre des exploitations professionnelles privées et spécialisées a chuté d'environ 650 à moins de 200. La surface de fleurs correspondante est passée de près de 1300 hectares à environ 500 hectares. Les structures de production de fleurs en Ile-de-France sont dépassées par celles d'autres régions.

Aujourd'hui, le marché des fleurs est dominé par des produits d'origine étrangère (Pays-Bas, hémisphère sud). Cette concurrence s'impose à toutes les régions. Cependant, certaines s'en sortent mieux que d'autres.

Les exploitations de floriculture franciliennes sont de surface réduite par rapport aux standards actuels. La forte incertitude sur la pérennité du foncier en bail en zone urbaine et périurbaine et la tentation de valoriser le patrimoine en propriété sont des fragilités structurelles de la filière.

L'absence de regroupement de l'offre ne permet pas de suppléer à la faiblesse individuelle par une organisation supérieure. Les unités de production isolées sont particulièrement exposées. Or, l'Ile-de-France se caractérise par une forte dispersion géo-

graphique des exploitations de floriculture.

Les exploitations d'Ile-de-France sont progressivement surclassées au fur et à mesure de l'augmentation de taille des unités de production d'autres régions.

La tendance perdure depuis plusieurs décennies. En 1988, les Pays de la Loire et l'Ile-de-France comptaient autant d'exploitations professionnelles privées spécialisées en floriculture (Otex 29) : environ 650 chacune. En 2005, elles sont deux fois moins nombreuses en Ile-de-France : 188 contre 358 en Pays de la Loire. La région parisienne, qui était en volume en 1980 la première région productrice de France en plantes à massifs et plantes en pot et la seconde en fleurs coupées, n'est plus,

SOURCES

¹ Source : Agreste - Enquête sur les structures des exploitations 2005

² Source : Agreste - RGA 1988

³ Exprimé par la marge brute standard (MBS), définie selon les conditions économiques de 1986, 1996 et 2000, respectivement pour les calculs des MBS en 1988, 2000 et 2005. La MBS exprime le potentiel économique des productions, sans prendre en compte les conditions de commercialisation (gros ou détail). Les comparaisons inter annuelles de niveau des MBS ne sont pas significatives. En revanche, les évolutions des positions relatives des régions au fil du temps peuvent être comparées.

⁴ Pour comparaison: la MBS des céréaliers spécialisés (Otex 13) en Ile-de-France est de 86 000 /actif en 2005. Source : Rica.

⁵ in «L'horticulture ornementale dans les Pays de la Loire» Agreste - Draf Pays de la Loire. 52 pages.

POUR EN SAVOIR PLUS: <http://agreste.agriculture.gouv.fr/> Rubrique «Régions» - Ile-de-France.

<http://www.snm.agriculture.gouv.fr/> notamment le livret 2006 «Fleurs et Plantes»

Agreste Ile-de-France - Juin 2007

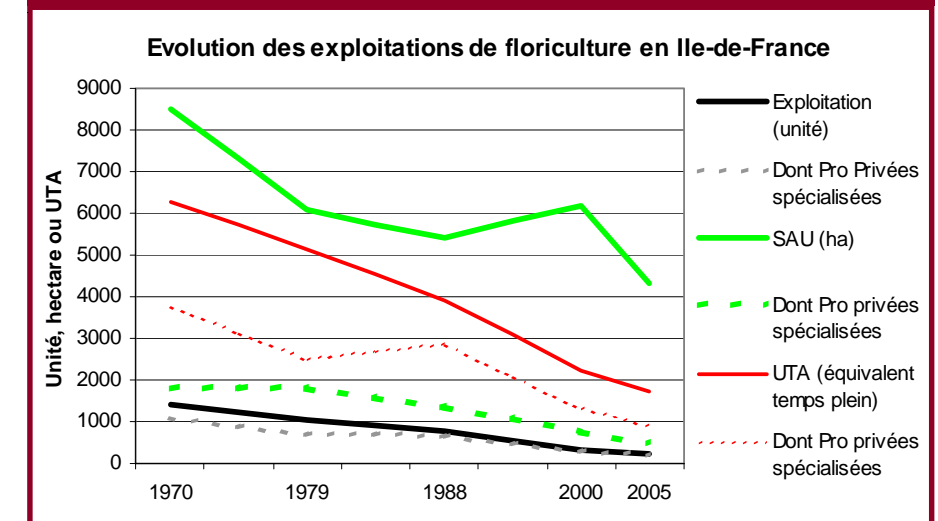
Direction Régionale et Interdépartementale de l'Agriculture et de la Forêt
Service régional de l'information
statistique et économique
18, avenue Carnot 94234 Cachan cedex
Tél. : 01 41 24 17 46 - Fax : 01 41 24 17 45
srise.ile-de-france@agriculture.gouv.fr

Directeur : Philippe Manguin
Directrice de publication : Myriam Broin
Rédaction : Yves Guy
Composition : Srise Ile-de-France
Dépôt légal : à parution
ISSN : 0246 - 1803 ISBN : 978 2 11 096045 0

Agreste Résultats - Juin 2007 - 2,5 euros



La floriculture disparaît d'Ile-de-France



Source: Agreste Ile-de-France Recensements agricoles et enquête structure

en 2001, qu'au cinquième rang pour les plantes en pots, au second rang en plantes à massif (très loin derrière les Pays de la Loire), au troisième en fleurs coupées.

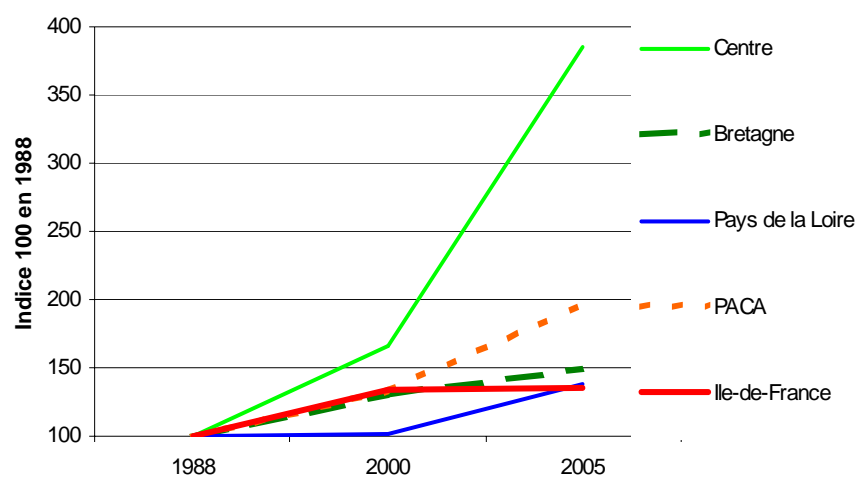
La réduction de la production peut découler d'un arbitrage interne entre production et commercialisation. En effet, les floriculteurs franciliens peinent à augmenter leur offre au rythme qu'impose la concurrence. La tentation de regagner en marge commerciale ce qui ne peut l'être sur les volumes pousse au développement des ventes directes. Mais les entreprises les plus engagées vers l'aval de la filière doivent combiner une multiplicité de métiers (producteur, grossiste, détaillant). L'arbitrage pouvant se faire au détriment de la production, la pérennité de l'entreprise ne garantit pas celle de la floriculture.

Une surface moyenne inchangée en 20 ans

En Ile-de-France, les caractéristiques moyennes des exploitations professionnelles privées paraissent quasi stables malgré la disparition entre 1988 et 2005 de plus des deux tiers d'entre elles. La hausse des surfaces moyennes est minime. La surface

Malgré de nombreuses disparitions en Ile-de-France, la surface moyenne augmente peu

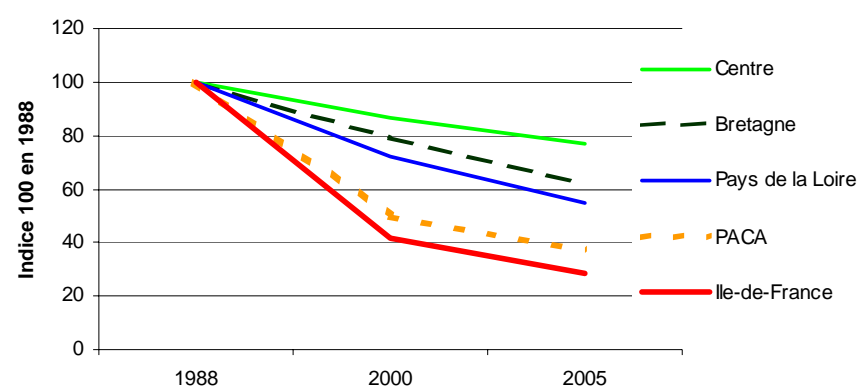
Evolution par région de la SAU moyenne des exploitations professionnelles spécialisées en floriculture (Otex 29)
Pour l'Ile-de-France: 2 ha en 1988 et 2,7 ha en 2005



Source: Agreste Ile-de-France - Recensements agricoles et structure 2005

Les exploitations spécialisées disparaissent plus vite que dans d'autres régions

Evolution par région du nombre d'exploitation professionnelle spécialisée en floriculture (Otex 29)
Pour l'Ile-de-France: 656 exploitations en 1988; 184 en 2005



Source: Agreste Ile-de-France - Recensements agricoles et structure 2005

agricole utile (SAU) moyenne est inférieure à 3 ha en 2005, comme il y a 20 ans. Dans le Centre et en Picardie, les exploitations professionnelles ont connu une croissance très forte de leur surface moyenne : doublement en Picardie entre 1988 et 2001 et quadruplement dans le Centre. En 2005¹, les exploitations professionnelles privées orientées principalement vers la floriculture (Otex 29) ont en moyenne 2,7 hectares de SAU en Ile-de-France, contre près de 8 hectares en Pays-de-la-Loire et 14 hectares

dans le Centre¹.

La disparition des plus petites exploitations de floriculture d'Ile-de-France profite peu à celles qui subsistent. Ces dernières n'ont guère la possibilité de reprendre les actifs de celles qui arrêtent, du fait non seulement du coût, mais aussi de la difficulté à accroître leur SAU à distance compatible avec les problèmes de circulation ou de surveillance.

Des stratégies régionales différenciées

Les exploitations spécialisées d'Ile-de-France semblent aujourd'hui en moyenne trop petites pour réaliser davantage d'économies d'échelle à la production. Dans les exploitations spécialisées d'Ile-de-France, les fleurs occupent en 2005 plus de la moitié de la SAU. Les producteurs franciliens ont moins de réserves foncières, moins de souplesse pour développer la floriculture que les professionnels d'autres régions (ratio Floriculture/SAU de 33% en Pays-de-la-Loire ; 46% en PACA). Les surfaces moyennes régionales de PACA et de Picardie, qui étaient inférieures à celles de l'Ile-de-France en 1988², sont aujourd'hui supérieures. Les entreprises qui cultivent des fleurs et disposent en Ile-de-France de surfaces plus importantes sont des diversifiées (fleurs, maraîchage, pépinières, voire céréales) plutôt que des spécialisées.

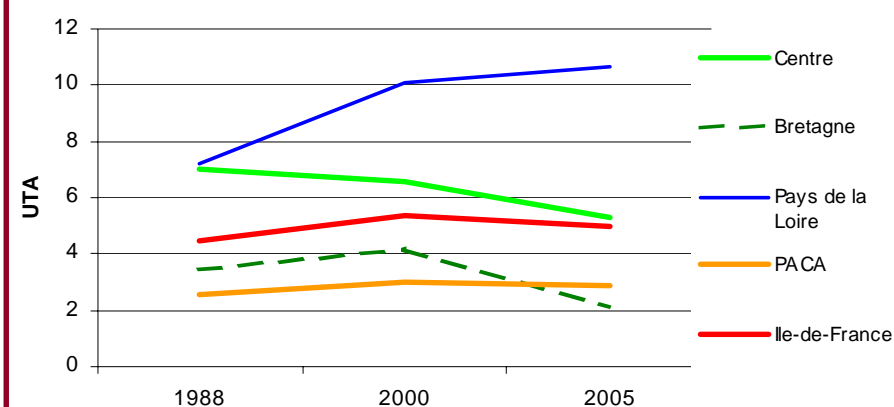
Compte tenu de leur dispersion, il n'est pas facile pour les floriculteurs de grouper des achats, partager du matériel, ou répondre ensemble à une grosse commande. Tout cela ne peut se gérer en bout de champ, contrairement à ce qui se rencontre dans certains grands pôles de floriculture de France (Hyères, Tanneron, Dunkerque, etc.).

Le niveau d'équipement des exploitations n'a pas suivi le rythme de la concurrence. Le taux de surface sous abri haut par exploitation a augmenté, passant de 28% de fleurs sous serre en 1988 à 33% en 2005. Cette croissance permet à l'Ile-de-France d'afficher une surface en serre relativement importante par exploitation (44 ares/exploitation en 2005). Mais la région, autrefois plutôt dans le peloton de tête, s'est fait doubler par le Centre et la Bretagne, jusqu'alors en retard.

De plus, une part des serres franciliennes a usage de magasin. Sur la dizaine d'exploitations de floriculture suivies dans le réseau d'information comptable agricole, le chiffre d'affaire par hectare en floriculture est plus du triple de celui de la moyenne française pour des exploitations analogues (serres, plantes en pot ou à massif). A ce fort chiffre d'affaires sont associés un niveau très élevé d'achat de plants et un grand nombre d'actifs. Des plantes semi-finies sont achetées pour les mettre en vente au plus vite et en utilisant au maximum les opportunités d'achat-revente.

La gestion des ressources humaines: des stratégies divergentes selon les régions

Nombre d'UTA moyen par exploitation professionnelle de statut privé et spécialisée en floriculture (Otex 29)

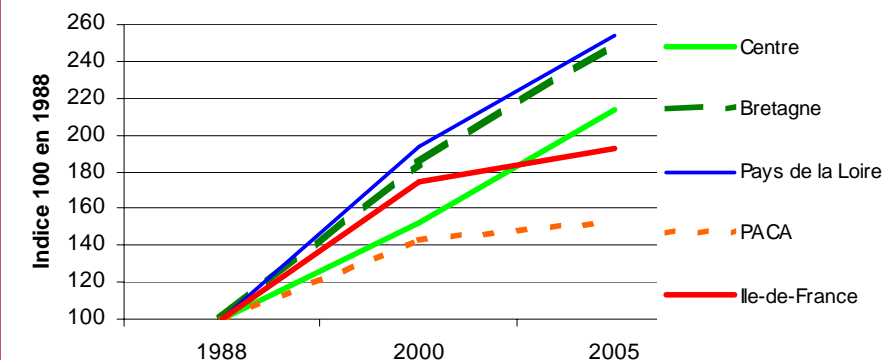


Source: Agreste Ile-de-France - Recensements agricoles et structure 2005

Les floriculteurs franciliens investissent moins dans les serres que ceux d'autres régions

Evolution par région de la surface moyenne sous serre des exploitations professionnelles spécialisées en floriculture (Otex 29)

Pour l'Ile-de-France: 23 ares en 1988 et 45 ares en 2005



Source: Agreste Ile-de-France - Recensements agricoles et structure 2005

Dans le Centre et en Picardie, les exploitations professionnelles se sont en moyenne agrandies en surface totale, en surface sous serre et en floriculture, tout en réduisant le nombre d'emplois par exploitation. Le travail a été très fortement intensifié. Quelques éléments semblent indiquer une simplification des assolements, notamment en plein air.

En Pays de la Loire, la surface moyenne des exploitations professionnelles privées a augmenté d'un tiers en 17 ans, soit au même rythme qu'en Ile-de-France. Mais les conditions de départ étaient très différentes. En 2001, la surface moyenne de Pays de la Loire est en 2001 (7,7 ha) le triple

de celles d'Ile-de-France (2,7 ha). L'effort de restructuration en Val de Loire a porté sur la technicité des productions. Le nombre de salariés par exploitation professionnelle a augmenté de moitié, alors qu'il s'accroissait de 11% en Ile-de-France.

Un faible potentiel de marge brute des productions par actif

En 2005, le potentiel de marge brute des productions par actif en Ile-de-France est à peine la moitié de ce qu'il est en Pays de la Loire, et le quart de celui d'un floriculteur breton. En 1988, les écarts entre régions étaient bien moindres, et l'Ile-de-

Avertissement:

Le secteur de la floriculture est particulièrement difficile à appréhender. Les exploitations concernées pratiquent souvent un très grand nombre de cultures différentes, avec des niveaux d'intensification qui peuvent aller du simple plein champ au hors sol le plus strict. La diversité domine.

De plus, les modes de commercialisation sont également très diversifiés, beaucoup plus élaborés que ceux que l'on rencontre dans d'autres secteurs agricoles.

Les nombreuses sources d'informations mobilisées restent partielles.